**Zeitschrift:** Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Herausgeber:** Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Band:** 67 (2009)

**Heft:** 1: Les économies asiatiques face aux défis de la compétitivité

**Artikel:** Les investissements asiatiques en Europe : faut-il s'en inquiéter?

**Autor:** Seethanen, Satchidanand

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-142264

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 13.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# LES INVESTISSEMENTS ASIATIQUES EN EUROPE: FAUT-IL S'EN INQUIETER?

SATCHIDANAND SEETHANEN
*Centre d'Etudes et de Recherches Economique et Sociales de l'Université de La Réunion*
*Centre d'Economie de Paris Nord, Université Paris Nord*
*satchidanandha@yahoo.fr*

> L'étude de la localisation des investissements asiatiques en Europe montre que les stratégies diffèrent suivant les pays d'origine des IDE et selon les objectifs visés. L'Europe de l'Ouest est prisée pour ses secteurs de pointe et son avance en R&D, l'Europe de l'Est pour sa main d'œuvre peu coûteuse et son appartenance au Marché Commun. Si ces stratégies ont des effets positifs sur l'emploi, elles font aussi craindre la disparition de l'avance technologique.

## INTRODUCTION

Dans le mouvement de globalisation des échanges qui commença à la fin des années 1980, la libéralisation des économies des pays asiatiques offrait une double opportunité aux pays développés: produire à moindre coût en délocalisant dans ces pays les processus de production requérant du travail faiblement qualifié et accéder à de nouveaux marchés.

A l'inverse peu de multinationales des pays émergents disposaient d'investissements physiques dans les pays du Nord, et encore moins en Europe. Derrière le prétexte de la préférence communautaire, les pays de l'Union Européenne avaient adopté une attitude relativement protectionniste à l'égard des pays asiatiques. La montée en puissance de la Chine et de l'Inde sont venus peu à peu modifier le rapport de force avec les vieilles nations industrielles dans le cadre des règles mises en place par l'Organisation Mondiale du Commerce.

Après l'ouverture au Sud, les règles de libre échange forçant l'ouverture au Nord ont entrainé l'apparition d'investissements en provenance de pays en voie de développement. Mais, comme l'a reflété l'émotion soulevée lors du rachat d'Arcelor par le Groupe Mittal en 2006 (groupe luxembourgeois incarné par un Indien de la diaspora immigrée en Angleterre), la tonalité médiatique de ces investissements influe aujourd'hui largement sur le sentiment d'atteinte à la souveraineté des Etats nations dans lesquels ces investissements sont venus se localiser. En dehors de la confusion des genres - si Lakshmi Mittal est bien d'origine indienne, ses capitaux ne sont en rien indiens - la polémique avait suscité au plus haut niveau de l'Etat une tentative d'intervention dénuée de tout fondement juridique. Cet exemple aura eu le mérite de faire apparaitre au grand jour les enjeux des investissements des pays émergents en Europe et les tensions politiques qui en découlent. Est-il souhaitable et bénéfique économiquement que des entreprises étrangères rachètent, investissent, fusionnent avec des fleurons de l'industrie européenne? Quels en sont réellement les dangers? La question ne peut être débattue que dans le cadre des conventions internationales, avec en toile de fond l'égalité entre pays membres.

Au delà de ces premières appréhensions, la présence des investissements des pays émergents dans les pays développés n'est pas un fait nouveau dans la mondialisation. Elle a commencé dès la libéralisation des pays émergents au début des années quatre-vingts et s'est accélérée depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. C'est la prise de conscience qui est nouvelle, notamment en raison de quelques opérations fortement médiatisées.
Après une brève présentation de l'évolution des investissements étrangers dans le monde, nous étudierons la localisation des investissements asiatiques[1] dans les principaux pays européens[2], puis nous analyserons leur impact sur les économies locales.

## 1. DES STRATEGIES D'INVESTISSEMENT QUI SONT SPÉCIFIQUES AUX PAYS SOURCE

Après un repli lié à la crise qui a suivi le 11 septembre 2001, les entrées mondiales d'IDE n'ont cessé de croitre. Le seuil record de 2000 est dépassé en 2007 de 30% pour atteindre 1833 milliards de dollars (CNUCED WIR, 2008). Cette croissance concerne tant les pays développés que les pays en développement. Comme le précise le rapport de la CNUCED, la croissance économique des pays d'accueil et les bons résultats des sociétés enregistrées explique la bonne tenue des IDE jusque là épargnés par la crise. La forte dépréciation du dollar de ces dernières années a accentué ces bons résultats. Les premiers bénéficiaires de ces flux d'IDE sont les Etats Unis, suivi de près par la Grande Bretagne. En troisième position arrive la France. Nous trouvons en quatrième et cinquième position, le Canada et les Pays bas. Viennent ensuite la Chine et Hong Kong respectivement en sixième et septième position. Les entrées totales d'IDE des pays développés s'élevaient à 1248 milliards de dollars en 2007. A cette même époque, elles atteignent le montant record de 500 milliards de dollars pour les pays en développement, avec une progression constante ces sept dernières années. Il en ressort cependant que 70% des flux d'IDE entrants se concentrent dans les pays développés. Le rapport de la CNUCED précise également que la tendance récente est à l'accentuation des sorties d'IDE des pays en développement. Ils ont eux aussi atteint des montants record, soit près de 252 milliards de dollars en 2007. L'internationalisation des firmes asiatiques explique en partie ce chiffre, puisque les IDE venant des ces pays totalisent un montant de 194,7 milliards de dollars. C'est plus précisément en Europe que nous étudierons ici leur spécificité, en tentant d'examiner si l'inquiétude liée à leur présence croissante est justifiée ou non.
Pour des raisons que nous verrons plus loin, les firmes multinationales (FMN) des pays émergents sont incitées à investir dans le capital de firmes européennes. Certains de ces investissements prennent la forme de fusion, quand ce n'est pas l'acquisition pure et simple de leader national. Leur présence croissante en Europe qui les rend plus visibles ne se traduit pas pour autant par une augmentation importante des flux d'IDE. En effet, s'il est clair que les IDE asiatiques entrants en Europe, toutes zones confondues, augmentent, leur évolution reste marginale (voir tableau 1). De plus, les flux d'IDE des pays asiatiques s'orientant

---

1 Nous ne considérons ici que les pays d'Asie de l'Est (hors Japon), et d'Asie du Sud Est (Inde comprise).

2 Nous retenons dans le cadre de notre étude, les pays européens pour lesquels il existait des données fiables. En effet, si les données des IDE entrant et sortant par pays figurent dans bon nombre de publication officielle, l'Identification des IDE entrant par pays émetteur est bien moins évidente. Nous nous sommes basés pour cela sur les données disponibles auprès de l'OCDE pour un échantillon de 16 pays Européens, à partir desquels nous avons effectué, pour chaque pays asiatique, une sommation des IDE sortant. Les conclusions ne sont donc valables que pour les 16 pays concernés et non l'Europe dans son ensemble.

majoritairement au sein des zones commerciales régionales locales comme l'ont montré S. Collinson & A. M. Rugman [2007][3]. Les chiffres que nous avons calculés montrent que pour les 16 pays Européens de notre échantillon, la présence asiatique en termes d'IDE ne représente qu'un faible pourcentage des flux totaux d'IDE entrant en Europe, soit 2,56% dans le meilleur des cas (2004)[4]. Les chiffres du tableau 1 permettent de distinguer les pays asiatiques les plus dynamiques en termes d'investissement en Europe. Les premiers investisseurs ne sont pas ceux auxquels on aurait pu penser spontanément. Ainsi, Hong-Kong, Singapour, et la Malaisie arrivent en tête. Loin derrière, on trouve l'Inde, puis la Chine. Pour comprendre les raisons qui attirent les firmes multinationales asiatiques en Europe, nous devons examiner par pays ou groupe de pays, la localisation de leurs investissements.

| **Partner country/ Années** | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| China | 618 | 1406 | 870 | 948 | 3122 | -4559 | -512 |
| HongKong | 2667 | 1689 | 2121 | 1792 | 11808 | 34519 | -11041 |
| India | 94 | 14 | 113 | 663 | 108 | 200 | 1354 |
| Indonesia | -35 | -102 | 312 | -24 | 110 | 89 | 1 |
| Korea, Dem & North Korea | 0 | 0 | -1 | -1 | 6 | -10 | 0 |
| Macao | 0 | 0 | 1 | 83 | 55 | 114 | 3 |
| Malaysia | 334 | 577 | -228 | -124 | 1017 | 711 | 3503 |
| Philippines | 26 | 364 | -18 | 42 | 1757 | 107 | 93 |
| Singapore | 3287 | 1239 | 1876 | 826 | 1051 | -3083 | 1085 |
| SriLanka | 1 | -2 | 0 | 0 | 0 | 1 | -3 |
| Taiwan, Province of China | 307 | 1160 | 339 | -223 | 4102 | -5581 | -1228 |
| Thailand | 176 | 147 | 573 | -152 | 33 | 66 | 61 |
| Viet Nam | 0 | 1 | -2 | -45 | 46 | -58 | 64 |
| TOTAL IDE entrant asiatiques en Europe* | 7475 | 6493 | 5956 | 3785 | 23215 | 22516 | -6620 |
| TOTAL IDE entrant Européens en Europe* | 923047 | 1371652 | 1203401 | 845976 | 905802 | 1940233 | 2597781 |
| TOTAL IDE entrant du monde en Europe* | 1 778 747 | 1 941 691 | 2 554 041 | 3 295 859 | 3 946 897 | 3 963 804 | 4 982 406 |
| TOTAL IDE entrant asiatiques en Europe/ Totale IDE entrant du monde en Europe | 0,42% | 0,47% | 0,49% | 0,45% | 2,56% | 1,16% | |
| TOTAL IDE entrant Européens en Europe/ Totale IDE entrant du monde en Europe | 51,89% | 70,64% | 47,12% | 25,67% | 22,95% | 48,95% | |

*Tableau 1 - Pays de Provenance des flux d'IDE asiatiques dans les pays européens* (en Millions de Dollars)*

** pour les 16 pays Européens de l'échantillon considéré. Source: OCDE, Stat.extract 2008, et calcul de l'auteur*

3 Simon Collinson & Alan M. Rugman, The regional character of asian multinational enterprises, Asia Pacific Journal of Management 24(4) - February 2007, p 429-446.

4 Ce chiffre est inférieur à celui de 6% souvent évoqué dans différents médias.

### 1.1 La Malaisie et Singapour: a l'assaut de la Grande-Bretagne

Les flux d'investissement provenant de Malaisie affichent des résultats surprenants (voir tableau 1). Ces chiffres sont la conséquence directe de la création du *Vision Group UE-ANASE* en 2005, et supervisée par le commissaire européen au commerce Peter Mandelson. Le rapport de ce groupe a été un élément important de l'action menée en faveur du renouvellement de la politique commerciale de l'UE à l'égard de l'Asie. L'enjeu était d'élargir l'accès de la Malaisie au marché de l'UE en cherchant parallèlement à améliorer la protection des droits de la propriété intellectuelle. Le but consistait à continuer à attirer les investissements tout en harmonisant certaines normes réglementaires de l'UE et de l'ANASE pour faciliter les échanges, comme l'explique Julien Chaisse dans ce cahier.

C'est la Grande Bretagne qui figure au premier rang du marché Européen pour la Malaisie. Dix huit compagnies malaisiennes sont cotées au *London Stock Exchange*. Les IDE entrants malaisiens en Europe sont en pleine croissance et augmentent en 2006 de plus de 3,5 milliards de dollars. On peut dénombrer à ce titre plusieurs acquisitions phares. Ainsi, YTL's détient désormais Wessex Water; Proton's est devenu la propriété de Lotus (secteur automobile); Laura Ashley et les hôtels de la Chaine Corus sont devenus la propriété de MUI (Malayan United Industries Berhad). Le Centre de recherche Tun Razak, une unité du Malaysian Rubber Board, a investi dans la localité anglaise de Hertfordshire pour devenir l'un des plus importants centres de R&D sur le caoutchouc. Genting, une FMN du secteur des jeux électroniques, a acquis en 2006 Stanley Leisure pour 700 millions de livres Sterling et a pris 10% de participation dans le Groupe Rank.

De même, sur les 11,7 % des IDE singapouriens entrant en Europe, 60% se concentrent en Angleterre. En effet, Singapour construit sa force de frappe en Europe à partir de Londres avec pour stratégie de devenir un investisseur majeur dans les sociétés biotech au niveau mondial. Ainsi, l'Angleterre enregistre des IDE entrant singapouriens pour un stock de 25, 9 milliards de dollars en 2006, avec une progression de 48,4% entre 2005 et 2006 (*Gouvernement of Singapore*, 2008). Les Pays-Bas en recueillent 10%, soit un montant de 2,4 milliards de dollars en 2006. Le reste des IDE singapouriens se concentrent majoritairement en France dans des secteurs de biens d'équipement électriques, électroniques, informatiques et des biens médicaux.

Remarquons que les flux d'investissements singapouriens ne suivent pas une pente de progression constante, comme on peut le voir dans le tableau 1. La politique de change et la politique commerciale conditionnent bien souvent les montants investis. Avec un Euro cher et un dollar singapourien ancré au dollar US, les flux d'IDE singapouriens sont soumis aux aléas de la conjoncture. Si l'appréciation de l'Euro face au dollar est sans nul doute un frein, les stocks d'IDE déjà présents en Europe constituent de fait une réserve de valeur, surtout lorsque le dollar continue de se déprécier.

Cette tendance à la limitation des investissements singapouriens en Europe se poursuit en partie en raison des négociations sur l'Accord de Partenariat et de Coopération entre Singapour et l'UE. Ces négociations sont bloquées depuis deux ans par le refus de Singapour (comme de Hong-Kong) d'y incorporer les dispositions de la Directive UE sur l'épargne qui seraient, selon le gouvernement singapourien, inconciliables avec le développement des services financiers du pays. En juin 2007, la Commission européenne a entamé la négociation d'un accord de libre-échange avec l'ANASE.

La difficulté qui affecte Singapour et la Malaisie concerne également les flux d'IDE venant de Chine et de Hong-Kong dans la période récente et pour les mêmes raisons.

### 1.2 La Chine et Hong-Kong: des sources d'IDE diversifiées

Les montants investis par Hong Kong et la Chine subissent le même sort. On enregistre une forte baisse à partir de 2005-2006 des investissements, en raison du blocage des négociations avec l'UE pour des termes de l'échange qui seraient inéquitables[5]. Un point commun cependant: ils profitent tous d'une politique de soutien des autorités publiques chinoises dans le cadre de la politique *Zou chu qu*, qui signifie littéralement *go outside*. Comme le fait remarquer le dernier rapport du ministère des finances français sur la présence des firmes chinoises et indiennes en Europe, la firme chinoise est avant tout publique ou semi publique. Cela soulève mécaniquement des questions quant aux ambitions politiques qui peuvent sous-tendre les décisions d'investissement de ces firmes ainsi que l'analysent Bertram Boie et Philippe Gugler dans ce cahier. Le nombre des firmes privées augmentent mais elles bénéficient du soutien des autorités gouvernementales. Le profil de la firme hongkongaise est avant tout privé, souvent très diversifié - comme Jardine Matheson[6] par exemple - et souvent de nature familiale.

Concrètement, la présence Chinoise se manifeste davantage dans une logique d'investissement *Greenfield* ou nouveaux projets d'investissement, comme notamment la présence remarquée d'un poste avancé de la ZTE (1er fabriquant de téléphonie mobile en Chine) au Futuroscope de Poitier. Lorsque les investisseurs chinois font l'acquisition de firmes européennes, hormis le cas de la firme Lenovo qui racheta la branche ordinateur personnel d'IBM, celle-ci concerne majoritairement les firmes en difficulté financière.

La France est un lieu de prédilection pour les investissements chinois. En effet, plusieurs raisons expliquent cet état de fait. D'abord parce que les chinois ont été rebutés à plusieurs reprises dans leurs démarches d'investissement direct ou d'acquisition de firmes dans le monde Anglo Saxon (Canada, Etats-Unis, Angleterre); ensuite parce que les chinois considèrent que l'Hexagone, qui occupe une position centrale en Europe, constitue une véritable plaque tournante en même temps qu'un point d'accès au marché européen. On note que 1500 emplois ont été créés en France en 2006 par les firmes chinoises (AFII, 2006).

La motivation principale des chinois étant l'accès au marché Européen, des investissements sont localisés dans les transports maritimes afin de fournir les soutiens logistiques à leurs exportations. Enfin, la course à la connaissance avec la recherche de bases avancées de R&D en Europe est l'autre motivation de la politique *Zou chu qu*. Elle contribue à diriger progressivement une partie des investissements chinois dans les hautes technologies.

En résumé, on peut dire que les investissements chinois et hongkongais ne sont pas spécialisés dans un domaine de production en particulier et touchent des secteurs très variés comme le textile, les produits de décoration, le luxe, l'électronique, la téléphonie mobile et le transport.

---

5 Le blocage réside dans le fait que les Chinois exigent des dispositions particulières aux investissements Européens en RPC, dont l'exigence d'établir des joint venture ainsi que le détaille Antoine Sautenet dans ce cahier.

6 *Engineering* et construction, transport, assurance, investissement immobilier, commerce de détail, restaurant, hotel de luxe, moteur de véhicule et activité connexe, service financier, équipement industriel, forage, et *agrobusiness*.

A la différence de ces derniers, les investissements indiens sont, comme nous allons le voir, davantage ciblés.

### 1.3 L'INDE: DES INVESTISSEMENTS ESSENTIELLEMENT TOURNÉS VERS LES HAUTES TECHNOLOGIES ET LA PHARMACEUTIQUE

Les investissements indiens concernent peu les nouveaux projets d'investissement ou investissement *Greenfield*. Leurs objectifs est moins d'implanter des usines nouvelles en Europe que de reprendre et d'acquérir des firmes. Le mode d'investissement est donc, dans la majeure partie des cas, une prise de participation majoritaire dans les entreprises qui les intéressent. A ce propos et comme on va le voir plus bas, on note que ces investissements concernent principalement les firmes de hautes technologies ainsi que le secteur pharmaceutique[7].

Dans le tableau proposé, on voit que les IDE indiens en Europe augmentent par phase, avec un flux d'IDE entrant atteignant les 1,354 milliards de dollars en 2006. Les dernières données indiquent que ce chiffre a encore augmenté. Pour illustrer leurs localisations, examinons à présent à travers quelques exemples, les prises de participation de ces *tycoons* indiens qui font peur aux européens.

Tata consultancy, une filiale du groupe Tata et leader indien dans le domaine de l'ingénierie et des études, a créé un poste de recherche avancé assorti de la création de 20 emplois en Haute-Garonne. Dans l'industrie lourde, Tata Steel, une autre filiale de Tata, a racheté récemment le groupe européen Corus. Dans le secteur automobile, Tata, s'est offert, il y a peu, les marques mythiques Land Rover et Jaguar pour 2,3 milliards de dollars. Le constructeur automobile indien Mahindra vient de s'offrir une société de design italien GRD (Grafica Ricerca Design). Par ailleurs, les prétentions annoncées par le président de la filiale de Mahindra, Pawan Goenka sont claires: « Cette acquisition nous aidera à renforcer nos capacités en conception, à nous imposer en tant que constructeur automobile mondial et à nous implanter solidement en Europe ». En 2007, pas moins de 5 projets d'investissement ont pu être réalisés en France et en Europe: Blue Stampings & Forgings Ltd. a repris le groupe MSI (Meca Stamp International), une entreprise de forge, d'usinage et de mécano-soudures pour pièces industrielles, avec une création de 250 emplois maintenus à Hénin Beaumont dans le Pas-de-Calais; Havell's India Ltd, une société du secteur de l'énergie, a repris la fabrication d'appareils d'éclairage à usage industriel et commercial d'une entreprise de Saint Etienne; Aesa Air Engineering-Environnement a racheté Than, une société du Haut Rhin spécialisé dans le traitement de l'air. Ailleurs en Europe, Tulsi Tanti vient de rafler au nez d'Areva, Repower, un géant de l'énergie allemand pour la bagatelle d'un milliard d'euros. Diplômé de Harvard, Swati Pirmal, une business woman à la tête d'une industrie pharmaceutique localisée à Bombay, n'a pas hésité à racheter un laboratoire allemand et à nouer des partenariats avec des géants du secteur comme Aventis ou Roche.

Ces exemples reflètent d'une certain façon les centres d'intérêts des investisseurs indiens, c'est-à-dire acquérir la connaissance là où elle fait défaut en Inde. On a vu également que lorsqu'il y avait un savoir faire déjà existant, dans le secteur automobile par exemple, les

---

7 L'acquisition des brevets développés dans l'industrie pharmaceutique représente un véritable enjeu commercial en ce qui concerne la production et la fabrication des médicaments génériques à destination des pays du sud. Pour un approfondissement de la question, on pourra se référer à l'étude menée par J.Chaisse et S. Guennif, l'économique politique du brevet au Sud: variation indiennes sur le brevet pharmaceutique, Revue Internationale de droit économique, n°2007/2.

prétentions des firmes indiennes dans leur processus d'internationalisation visent des segments de marché haut de gamme en même temps que l'acquisition d'une technologie et une reconnaissance internationale.

Comme l'ont montré Li & Rugman [2007][8], la méconnaissance des marchés est souvent un frein à l'internationalisation des firmes. Mais la formation de haut niveau des dirigeants indiens, souvent effectuée dans les capitales occidentales, leur ouvre une certaine facilité pour investir en Europe. Cette formation a un double intérêt. Elle permet comme le précise Lakshmi Mittal (Ernst Young, 2008 European Attractiveness Survey), de prendre conscience que la course à l'innovation ne passe pas seulement par l'acquisition de nouvelle technologie et par la R&D, mais aussi par le développement et la mise au point de modèles de management toujours plus performants. Holm & Sharma [2006][9] ont montré qu'il existe bien un lien positif entre performance des FMN et leur niveau de connaissances en management. Ainsi, la firme qui cherche à s'internationaliser sait qu'elle doit être aussi performante sous l'angle de cette double perspective, surtout lorsqu'elle cherche à obtenir une position de leader global.

Il est à noter que les investissements indiens sont localisés essentiellement en Europe de l'Ouest, au Royaume Uni notamment, en France et en Allemagne.

### 1.4 Une quasi absence des autres pays asiatiques en Europe

Pris dans leur globalité, les investissements asiatiques représentent une faible part des investissements directs réalisés en Europe comme on l'a vu dans le tableau 1. De plus, si la Chine, l'Inde, la Malaisie et Singapour font figure de proue des investissements asiatiques en Europe, le reste des pays de la zone Asie se font remarquer par leur quasi absence. Davantage concentrés dans leur zone d'échange, certains pays sont pratiquement inexistants en Europe, comme la Thaïlande et le Vietnam pour ne citer qu'eux. Le stock d'investissements directs de la Corée du Sud est par contre relativement important et essentiellement localisé en Europe de l'Est. Mais il n'apparait pas en termes de flux dans les données récentes fournies par l'OCDE.

Nous verrons dans le paragraphe suivant que la localisation des investissements asiatiques en Europe suit une logique géographique qui est fonction de la nature des compétences spécifiques propres aux différents pays Européens.

## 2. Une distribution géographique des investissements asiatiques en Europe qui cible des pôles de compétence

Les investissements asiatiques les plus dynamiques se répartissent non seulement dans les pays avancés de l'Europe de l'Ouest mais aussi dans certains pays de l'Europe de l'Est (voir tableau 2). Cette diversité géographique de l'investissement correspond en fait à deux objectifs distincts.

---

8 Li J. & A. M. Rugman, Real options and the theory of foreign direct investment, International Business Review, 2007, p 687–712.

9 Ulf Holm & D. Deo Sharma, Subsidiary marketing Knowledge and strategic development of the multinational corporation, Journal of International Management, p47-66, 2006.

| Partner country/ Années | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Belgique | .. | .. | 657 | 54 | 304 | 716 | -38 |
| Danemark | 3317 | 862 | -12 | 591 | 1147 | -55 | 1306 |
| Finlande | 10 | 73 | -10 | 45 | 9 | 7 | -56 |
| France | 298 | 106 | 138 | 141 | 431 | 678 | 339 |
| Allemagne | 563 | 40 | -117 | 441 | 192 | 767 | 347 |
| Grande Bretagne | 2574 | 893 | 253 | -10 | 2687 | 496 | 3141 |
| Grèce | 0 | 0 | 31 | 23 | 1 | 0 | 0 |
| Pays-Bas | 473 | 503 | 1083 | 745 | 9 | 54 | -6 |
| Hongrie | 0 | 1864 | 2033 | 1590 | 18791 | 26219 | -9707 |
| Irlande | 0 | 0 | 0 | 134 | 338 | -2490 | -105 |
| Italie | 29 | 34 | 46 | 23 | 61 | 11 | 175 |
| Luxembourg | 0 | 0 | -48 | -89 | 1817 | 201 | 0 |
| Pologne | 12 | -4 | 5 | 67 | 36 | 89 | 125 |
| Portugal | 10 | 43 | 11 | -8 | -46 | 16 | 18 |
| République Tchèque | -1726 | 3575 | -11 | 223 | 619 | -4671 | 818 |
| Suède | 1507 | 1975 | 2896 | 179 | .. | .. | .. |
| Total IDE asiatiques en Europe* | 7067 | 9964 | 6955 | 4149 | 26396 | 22038 | -3643 |

*Tableau 2 - Flux d'IDE asiatiques entrants par pays de Destination (En Million d'Euros).*

*Source: OCDE, Stat.extract 2008, et calcul de l'auteur*

** pour les 16 pays Européens de l'échantillon considéré*

Les investissements réalisés à l'Ouest sont destinés avant tout à l'acquisition de compétences spécifiques. Elle est le fait, comme on l'a vu, des pays comme la Malaisie, Singapour, mais aussi de l'Inde et de la Chine. Les investissements asiatiques qui se localisent à l'Est concernent plus particulièrement les manufactures.

En théorie, si on considère les fonctions de production, cette spécialisation géographique dépend de trois critères: coûts de production (coûts salariaux notamment), proximité au marché et accès aux ressources rares (matière premières, main d'œuvre qualifiée). A ce titre, tandis que les pays de l'Est disposent d'un avantage en coûts salariaux, les pays de l'Ouest disposent toujours d'un avantage important en terme de haute qualification. On peut noter au passage que la Hongrie et la République Tchèque ont déjà amorcé leur rattrapage en ce sens et justifient la présence des investissements Chinois sur leur territoire. D'autant plus que la proximité des sites de production à l'Est permet d'alimenter les marchés à l'Ouest.

Dans cette perspective, il n'est pas rare de trouver les industries légères dans les pays d'Europe de l'Est peu avancés comme la Roumanie ou la Bulgarie. Le spectre de la spécialisation en Europe est en effet lié au niveau de la qualification de la main d'œuvre, les industries nécessitant un niveau de qualification peu élevé se localisant dans les pays les moins avancés. Les manufactures de moyenne technologie requérant une main d'œuvre à niveau de qualification moyen et une infrastructure industrielle plus développée se localisent dans les pays d'Europe de l'Est les plus avancés comme la Hongrie ou la République Tchèque. On observe cependant ces dernières années une baisse des investissements Chinois et Hongkongais en Hongrie, en raison des difficultés de la mise en place des accords entre l'UE et la Chine.

Quant aux investissements asiatiques souhaitant acquérir des savoirs très avancés en matière de R&D, ils se localisent en Europe de l'Ouest notamment en Grande Bretagne, en France, en Allemagne et aux Pays-Bas. Ces investissements sont un peu moins importants en terme quantitatif comme le confirment les données du tableau.
La logique de ces investissements est celle décrite par J. H. Dunning [1988][10]. Pour l'auteur, les avantages spécifiques de l'internationalisation sont supérieurs aux coûts associés à la localisation de la production dans le pays d'origine. L'autre intérêt de l'internationalisation réside dans le contournement des obstacles tarifaires.
Ainsi, la spécialisation géographique des IDE traduit des objectifs différents: à l'Ouest pour ce qui est de la R&D et à l'Est en ce qui concerne les manufactures. Pris dans leur globalité, les investissements asiatiques en Europe n'ont pas manqué de créer des emploi.

### 2.1 Les investissements asiatiques à l'est: des emplois dans le secteur manufacturier

Ainsi, des investissements importants ont été réalisés par la Corée du Sud dans le secteur automobile en Hongrie. Les firmes Hyundai et Kia permirent ainsi de créer 2500 emplois en 2004, et la firme Hankook Tire, 1500 emplois en 2005 (AFII, 2006).
Dans le secteur des industries légères et de l'électronique grand public, la présence coréenne est importante en Pologne. Les investissements de LG electronics, Ohsung Electronics Co. et Samsung ont débouché sur la création de près d'environ 10000 emplois dans le pays et 2500 emplois en Slovaquie, entre 2002 et 2005 (AFII, 2006). Toujours dans le secteur industriel des biens électroniques, on retrouve les firmes Coréennes Dong Yang Electronics et LG Innotek, dont les investissements ont permis la création de 2300 emplois en Pologne en 2005.
Bien qu'encore peu remarquée à l'Est, la présence Chinoise est aussi d'actualité, avec les investissements réalisés par Hudong Zhuanghua Shipbuiliding Group dans le secteur des transports, qui permirent une création de 1500 emplois en République Tchèque (AFII, 2006).
La grande nouveauté réside dans le fait que l'Asie (hors Japon) talonne l'Amérique du nord comme troisième région à l'origine des créations d'emplois en Europe (après l'Europe elle-même). Comme on vient de le voir, la forte poussée de l'investissement Coréen qui n'apparaissaient pas dans les premières données et qui se traduisaient par des flux modestes, porte en effet la part asiatique dans les créations d'emplois manufacturier en Europe à plus de 12,5% en 2005, contre 12,9% pour l'Amérique du Nord (AFII, 2005). La répartition des projets et des emplois crées se concentre en premier lieu dans le secteur automobile et équipement, avec plus de 40% des investissements. Vient ensuite par ordre d'importance décroissante, l'électronique grand public, les équipements électriques, médicaux, le matériel aéronautique et ferroviaire, les médicaments et cosmétiques.
Au total, 99% des projets concernent les manufactures et 1% les services, dans les fonctions d'appui tertiaire notamment. Bien que faibles ces dernières se révèlent primordiales dans le mouvement d'internationalisation des firmes.

---

[10] John H. Dunning, The Electic Paradigm of International Production: A restatement and Some possible Extensions, Journal of International Business Studies, Vol 19, n°1, p 1-31. 1988

### 2.2 Les investissements asiatiques à l'ouest: une polarisation dans les fonctions tertiaires

Les investissements asiatiques en Europe concernent également ce que l'on nomme les fonctions d'appuis tertiaires (AFII, 2006). On dénombre trois fonctions: la logistique, le développement des quartiers généraux, et la R&D.

Les investissements dans les fonctions logistiques visent à assurer la circulation des flux de produits à l'intérieur du réseau de la firme, du producteur en amont au réseau de distribution en aval, dans les meilleures conditions de rapidité (zéro délai), de coûts (zéro stock) et de fiabilité (absence de rupture de chaîne d'approvisionnement) (AFII, 2006). Elle va bien au-delà du simple transport des produits puisqu'elle place la coordination entre les activités des différents sites de production/distribution impliqués dans la *supply chain* au cœur de la stratégie d'efficacité [F. Hatem, 2006][11]. La logique poursuivie est donc celle d'une réduction des coûts et d'amélioration du service rendu. Ainsi, Authority Port of Singapour a réalisé des investissements en ce sens en Belgique. L'internationalisation des quartiers généraux est l'une des composantes de ces fonctions tertiaires. Elle traduit une volonté de représentation des différentes FMN dans les plus grandes villes Européennes et une recherche d'efficacité en terme de management dans les filiales dont le poids croissant nécessite une certaine prise d'autonomie vis-à-vis des maisons mères (AFII, 2006). En matière de R&D, les investissements étaient jusque récemment peu nombreux et restaient concentrés dans leur pays d'origine. En 2004, ils prenaient essentiellement la forme de *technological sourcing*, c'est-à-dire des contrats de R&D avec des laboratoires étrangers sous la forme d'achats de brevet sans que cela se traduise nécessairement par des investissements physiques dans le pays source. Ce n'est que dans la période récente que l'on assiste à l'internationalisation des centres de R&D. Comme on pu le voir, ces investissements se concentrent essentiellement en Europe de l'Ouest, en Grande Bretagne et en France notamment. Ils portent sur les laboratoires de recherche fondamentale localisés dans les pôles d'excellence scientifique de niveau mondial. Leur localisation dépend donc de la qualité des chercheurs, des possibilités de coopération entre la recherche publique en Europe et universitaire et les centres de développement qui se situent à proximité des marchés (dans une perspective de diminution des coûts). Ainsi, les investissements asiatiques en matière de R&D localisés en Europe visent dans tous les cas à remonter la chaine de la valeur ajoutée. C'est une tendance qui semble s'annoncer durable et dont les conséquences inquiètent les politiques.

## CONCLUSION – CES INQUIÉTUDES SONT-ELLES JUSTIFIÉES?

En 2007, dans le top 100 des premières firmes multinationales, 7 firmes étaient originaires des pays en développement (contre 5 en 2006) dont 6 asiatiques: Hutchinson Wampoa (Hong Long), Petronas (Malaisie), Singtel (Singapour), Samsung Electronics (Corée du Sud), LG Corp (Corée du Sud), Jardine Matheson (Hong Kong) (Wir, 2008). Il semble que la tendance à l'internationalisation des firmes asiatiques sera croissante dans les années à venir. Au delà du *patriotisme économique*[12], existerait-il de vraies raisons de craindre leur implantation en Europe?

---

11 Fabrice Hatem, Les tendances de l'investissement international en Europe en 2005, une analyse à partir des observatoires de l'AFII, 2006

12 Voir la contribution de Philippe Gugler et Serge Brunner sur ce thème: *Les défis du patriotisme économique en matière d'investissements étrangers en Europe: l'apport possible d'une approche multilatérale.* Contribution au projet de recherche du Fonds National Suisse: *International Trade Regulation From Fragmentation to Coherence*, World Trade Institute (WTI). 2008

Il est indéniable que les investissements réalisés dans l'appui des fonctions tertiaires contribuent à augmenter la diffusion des productions réalisées en Asie avec un impact sur les balances commerciales qui pourraient être plutôt négatif pour les pays européens.
Par ailleurs, quelques cas de transfert d'équipements lors d'opérations d'acquisition en Europe ont été constatés, principalement de la part d'entreprises chinoises. Les accords en cours de négociations entre l'UE et les pays asiatiques visent notamment à freiner cette tendance.
Les ambitions des pays asiatiques en Europe suscitent d'autant plus les craintes des pays européens qu'il n'est pas sûr qu'à terme, ceux-ci conservent leurs avantages comparatifs en matière de R&D. En effet, même si selon le rapport sur les grandes tendances de l'investissement international en Europe [F. Hatem, 2006][13], l'Europe dispose d'un certain nombre de compétences spécifiques dans la recherche et plusieurs innovations technologiques avancées qui lui permettent de maintenir la distance avec les pays asiatiques, cette avance risque d'être compromise à la fois par la formation des ingénieurs asiatiques dans les grandes écoles européennes et les investissements en R&D.
On ne peut nier cependant l'existence des effets positifs des IDE asiatiques, notamment sur les bassins d'emplois des pays dans lesquels ils viennent se localiser. Nous avons vu dans ce papier que les investissements asiatiques ont contribué à créer ou à préserver des emplois: sur les 60% d'emplois créés en Europe de l'Est du fait des IDE toutes zones confondues, 20% viennent de firmes asiatiques (AFII, 2006). Ainsi, après avoir été zone de délocalisation des entreprises européennes et source de destruction d'emploi, les pays asiatiques sont aujourd'hui à l'origine de créations d'emplois, d'innovation et de concurrence. De plus, ces investissements asiatiques contribuent à modifier la géographie économique des compétences avec le rattrapage rapide, en Europe même, des pays comme la Hongrie ou la République Tchèque en matière de R&D.
La nouveauté relative des IDE asiatiques en Europe et le manque de données précises sur le sujet ne nous permettent pas cependant d'avoir une lisibilité sur l'impact macroéconomique à long terme des investissements asiatiques en Europe. Quant aux conséquences de la crise sur ces évolutions, elles dépendent des stratégies que les FMN asiatiques vont devoir adopter. Comme le souligne Ruet J. (2008)[14], celle-ci risque d'accélérer l'internationalisation des entreprises issues des économies émergentes, en augmentant les opportunités de fusions-acquisitions.
Dans l'état actuel, rappelons que ces IDE ne représentent encore qu'une part infime des investissements étrangers en Europe.
En conclusion, on ne peut s'empêcher de penser que les réserves de croissance des entreprises des pays émergents pourraient se situer à l'avenir dans les pays occidentaux avec pour horizon le rattrapage des économies émergentes dans un monde où les échanges seraient plus équilibrés. Si tel devait être le cas, ne faudrait-il pas plutôt s'en réjouir?

---

13 Ibid. note 11
14 Chronique – La crise, une occasion en or pour les multinationales émergentes. 21 Octobre 2008.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AFII (Agence Française pour les investissements internationaux). (2006). Les investissements des Grands pays Emergents en Europe et en France.

AFII (Agence Française pour les investissements internationaux) (2006). Les Grandes tendances des investissements internationaux en Europe 2002-2005: Une analyse à partir des bases de données AFII 2006.

CNUCED. (2006). World Investment Report: FDI from Developing and Transition Economies, Implication for Development. United Nations Press, New York and Geneva.

CNUCED. (2007). World Investment Report, Transnational Corporations and the Infrastructure. United Nations Press, New York and Geneva.

CNUCED. (2008). Development and Globalization: Facts and Figures. United Nations Press, New York and Geneva.

CHAISSE J. & et GUENNIF S., l'économique politique du brevet au Sud: variations indiennes sur le brevet pharmaceutique, Revue Internationale de droit économique, n°2007/2.

COLLISION S. & RUGMAN Alan M., The regional character of Asian multinational enterprises, Asia Pacific Journal of Management 24(4), February 2007, p 429-446.

Holm ULF & SHARMA D. Deo, Subsidiary marketing Knowledge and strategic development of the multinational corporation, Journal of International Management, 2006, p47-66.

DUNNING John H., The Electic Paradigm of International Production: A restatement and Some possible Extensions, Journal of International Business Studies, Vol 19, n°1, 1988, p 1-31.

EIU (The Economist Intelligence Unit). World Investment Prospect to 2011 Foreign direct investment and the challenge of Political Risk, 2007

ERNST YOUNG'S, The Ernst Young's 2008 European attractiveness Survey, 2008

GOVERNMENT OF SINGAPORE, Singapore Statistics, Singapore Investment Abroad, 2008

GUGLER P. & BRUNNER S. sur ce thème: Les défis du patriotisme économique en matière d'investissements étrangers en Europe: l'apport possible d'une approche multilatérale. Contribution au projet de recherche du Fonds National Suisse: International Trade Regulation From Fragmentation to Coherence, World Trade Institute (WTI)., 2008

HATEM, F. (2006). Les tendances de l'investissement international en Europe en 2006

HAY F., Milleli C. & Shi Y., Présence et strategies des firmes chinoises et indienne en Europe, Rapport du Ministère de l'Economie des Finances et de l'Emploi Français, 2007

Li J. & RUGMAN A. M., Real options and the theory of foreign direct investment, International Business Review, 2007, p 687–712.

OCDE, Stat.extract, 2008

RUET J., La crise, une occasion en or pour les multinationales émergentes, Chronique, 21 Octobre 2008.

SACHWALD F., Internationalisation de la R&D des entreprises et attractivité de la France, Rapport FutuRIS, ANRT, 2004